

POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL TERNOIS 7 VALLEES

PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU JEUDI 16 JUIN 2022 A 14h30

L'an Deux Mille Vingt Deux, Le Seize Juin, à Quatorze heures Trente, les membres du Comité Syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Ternois 7 Vallées (*cf. feuille d'émargement annexée au présent procès-verbal*) se sont réunis pour une séance publique, au Pôle de Vie Communal, route de Saint Pol à Croisette, après convocation légale en date du Huit Juin Deux Mille Vingt Deux, qui leur a été adressée par Monsieur Claude BACHELET, Président du PETR Ternois 7 Vallées.

Monsieur BACHELET fait l'appel des membres du Comité Syndical et rappelle l'ordre du jour de la séance :

- 1) Délibération portant sur l'adoption de la convention pluriannuelle 2022-2025 de partenariat avec l'Agence d'Urbanisme de l'Artois (AULA) pour l'élaboration du SCoT Ternois 7 Vallées (présentation au préalable par l'AULA)
- 2) Délibération portant sur l'adoption de la convention annuelle de partenariat avec l'Agence d'Urbanisme de l'Artois (AULA) pour l'élaboration du SCoT Ternois-7vallées et préciser les travaux projetés à engager sur l'exercice 2022
- 3) Délibération portant sur l'approbation du dossier de déclaration de projet INGREDIA et mise en compatibilité du SCoT suite à l'enquête publique
- 4) Délibération modificative n°1 des délibérations n°2022/12 et 2022/13 du 01/04/2022 portant sur la modification de l'article 8 des statuts du PETR Ternois 7 Vallées portant sur les modalités de fonctionnement du Conseil de développement Territorial
- 5) Point d'information sur la réorganisation du PETR
- 6) Questions diverses

Le Procès-verbal du Comité Syndical du 1^{er} Avril 2022 est approuvé à l'unanimité par les membres.

Monsieur Lacoste indique néanmoins que la phrase « *La population prise en compte est la population légale des communes en vigueur au 1^{er} janvier 2022 soit 29 705 habitants* » en bas de page 5 concernant la population du Ternois est erronée et qu'il convient de la supprimer afin de garder celle de 37 989 habitants indiqués dans la phrase suivante.

La modification sera donc prise en compte.

Monsieur François DOUAY est nommé secrétaire de séance.

Monsieur Bachelet rappelle l'ordre du jour.

1) Délibération portant sur l'adoption de la convention pluriannuelle 2022-2025 de partenariat avec l'Agence d'Urbanisme de l'Artois (AULA) pour l'élaboration du SCoT Ternois 7 Vallées (présentation au préalable par l'AULA)

Avant le vote pour l'adoption de la convention pluriannuelle 2022-2025 de partenariat avec l'AULA, Monsieur Bachelet laisse la parole à Madame Carole BOGAERT, Directrice de l'AULA et Monsieur Alain VANNEUFVILLE, Directeur Adjoint afin de présenter le contenu de cette convention.

Madame Bogaert introduit son propos en indiquant qu'il y avait nécessité de bien calibrer les missions pour répondre à l'une des attentes du PETR de ne pas refaire des études qui auraient déjà été faites sur les territoires ou déjà engagées mais de venir compléter ces études pour un gain d'efficacité évident.

Dans un premier temps, une présentation est faite sur ce qu'est un SCoT à l'échelle de 2 territoires et dans un second un exposé sur le contenu de la convention de partenariat.

Monsieur Vanneufville procède donc à la présentation qui a pour but de rappeler le rôle d'un SCoT (dossier en annexe). D'abord, les membres ont l'occasion de regarder une vidéo d'explication. En ce qui concerne plus particulièrement le SCoT du Ternois 7 Vallées, Monsieur Vanneufville indique qu'il s'agit bien d'une élaboration (du fait que les 7 Vallées ne possède pas de SCoT applicable) et d'une révision du SCoT du Pays du Ternois. Il faut donc réinterroger toutes les dynamiques territoriales sur le territoire du Ternois et créer de nouvelles dynamiques à l'échelle du PETR. Il s'agit de définir un projet de territoire qui sera décliné sous forme de règles et de prescriptions dans le document du SCoT mais qui ne doit pas être trop prescriptif car il se situe au-dessus des PLUi qui déclineront ces règles territorialement. Ces règles doivent surtout être applicables et en phase avec la réalité territoriale.

Dans le cadre réglementaire, il y a une extension du périmètre incluant la communauté de communes des 7 Vallées et une évaluation du SCoT qui a été faite à l'échelle du Ternois avec des focus à l'échelle du PETR. Le SCoT doit être approuvé au plus tard le 23/08/2026 car sinon toutes les zones AU seront gelées sur les territoires suite à l'application de la loi « Climat Résilience » et « la Zéro Artificialisation Nette ».

Le SCoT a désormais un rôle intégrateur. Il doit intégrer des documents de planification supérieure (le schéma directeur d'aménagement de gestion des eaux, le schéma régional de cohérence écologique, le schéma régional d'aménagement développement durable d'égalité des territoires...). Tous ces documents devront être intégrés dans le SCoT et ils deviennent un document pivot. Le SCoT intègre donc tous ces documents et permet aux PLUi de se référer uniquement à lui au niveau juridique. C'est un souhait du législateur de simplifier la lecture de la stratégie de la planification territoriale au sein d'un document unique.

Le SCoT assure aussi à l'échelle intercommunale une cohérence sur plusieurs types de documents sectoriels notamment PLUi et PLUiH. Il y aura un travail important sur la cohérence de l'articulation avec les 2 PLUi des 2 intercommunalités. Les commissions auront donc un long travail pour l'élaboration d'un projet de territoire cohérent qui articulera tous les enjeux territoriaux tout en anticipant toutes les problématiques notamment écologiques, sociétales, numériques, démographiques, économiques...

Le SCoT se recentre maintenant sur le projet d'aménagement stratégique (PAS) qui a pour but de se projeter dans le temps pour les 20 prochaines années pour respecter les équilibres locaux autant sur le territoire du PETR qu'à l'échelle des EPCI mais aussi avec les territoires externes. Ces enjeux politiques sont ensuite déclinés dans le document d'orientation d'objectifs (DOO) qui va définir les grandes orientations sur 3 grandes thématiques : « développement économique, commerces, agriculture », « logement, mobilité, équipements et services » et « transition écologique, énergétique, préservation des ressources naturelles ».

Le DOO fixe des orientations applicables aux projets soumis à autorisation d'exploitation commerciale, au travers de son document d'aménagement artisanal, commercial et logistique (DAACL).

A noter aussi que le SCoT peut valoir PCAET et peut contenir un plan d'actions pour préparer la mise en œuvre du schéma. Le PCAET vient d'être approuvé, donc il ne sera pas intégré dans le SCoT. Pour ce qui concerne le plan d'actions, une proposition sera formulée par l'Agence dès qu'il sera opportun d'y réfléchir.

Monsieur Julien Fourniez, responsable du pôle Planification et Aménagement du territoire TernoisCom continue cette présentation avec les enjeux de la gouvernance. L'instance décisionnaire principale reste le comité syndical du PETR. Les passages importants qui devront y être effectués sont la validation par délibération des grandes phases du projet, un débat obligatoire et la validation du PAS, DOO, arrêt de projet SCoT et approbation du SCoT. Il est prévu pour ce faire 2 comités syndicaux par an.

Le bureau syndical sera aussi une instance importante de cadrage et pilotage stratégique et politique, de soutien au projet, de validation des étapes intermédiaires et dans la préparation des comités syndicaux.

La conférence des maires du PETR (172 communes) qui se déroulera le 07/09/2022 à la salle du Manège à Hesdin permettra le lancement de la procédure en présence de l'Etat et de la Région. Cette conférence va permettre de co-construire de manière itérative avec les élus des deux Communautés de Communes l'outil SCOT, et de définir les grandes orientations stratégiques du territoire en lien avec les documents d'urbanisme, notamment l'articulation SCOT/PLUI. Suivront ensuite la présentation du diagnostic (fin 2022), la présentation du PAS (fin 2023), et la présentation du DOO (fin 2024).

Le document devra aussi être co-construit avec les élus mais aussi avec les personnes publiques et des experts.

C'est pourquoi 4 commissions ont été redéfinies au sein du PETR composées de 20 élus référents répartis à part égale pour chaque territoire et de représentants techniques des personnes publiques associées. Un appel à candidature sera donc fait après la fin de la présentation.

Monsieur Bachelet tient à indiquer que l'animation sur les deux territoires sera portée par les deux techniciens en charge de la planification territoriale de chaque EPCI à savoir Monsieur Julien Fourniez sur le territoire du Ternois et Monsieur David Maillard sur le territoire des 7 Vallées en partenariat avec l'AULA. Les élus référents sont Monsieur François Douay sur le territoire des 7 Vallées et Monsieur Didier Hochart sur le territoire du Ternois.

Madame Carole Bogaert termine la présentation en précisant les principaux contenus de la mission technique de l'AULA notamment l'animation des différentes réunions, commissions, les travaux d'investigation nécessaires... décrits dans la convention pluriannuelle 2022 – 2025.

Cette convention sera déclinée annuellement.

Le calendrier prévisionnel est tel que présenté ci-dessous :



Concernant la collecte et l'accès aux données, une plateforme numérique collaborative de l'AULA pourra constituer et actualiser le SCOT Ternois 7 Vallées (partage, analyse et visualisation de la donnée) en lien avec les futurs Systèmes d'Informations Géographiques (SIG) des deux Communautés de Communes.

Monsieur Vanneufville précise le planning de la procédure avec pour 2022 un travail de diagnostic territorial et l'état initial de l'environnement avec une analyse chiffrée et détaillée de la consommation foncière. Une rencontre entre techniciens est prévue toutes les 4 à 5 semaines.

En 2023, le travail s'axera sur le PAS et pour 2024 sur le DOO.

Enfin, Monsieur Bachelet indique que le montant de ce partenariat s'élève à 448 250 € sur la période 2022-2025 soit un montant annuel de 112 062 €.

Monsieur Demoncheaux souhaite savoir si les aides de l'Etat ont été déduites de ce montant (90 000 € sur 3 ans).

Monsieur Bachelet répond que non. Le reste à charge pour chaque EPCI avoisinera les 50 000€ par an. Il faudra aussi ajouter l'évaluation environnementale qui se situerait entre 60 000 et 100 000 €.

Monsieur Bachelet propose donc de passer au vote et rappelle que le Syndicat Mixte est adhérent à AULA par la délibération du 20 décembre 2011. L'AULA est un centre pluridisciplinaire de ressources, d'études, de recherches, de conseil et de formation qui a pour vocation d'intervenir dans les domaines suivants : Planification, aménagement du territoire, transport et mobilité, développement économique et sociale, environnement, tourisme et loisirs, culture et santé.

Pour accompagner le PETR Ternois-7vallées dans ces travaux, le Syndicat Mixte est membre adhérent de l'AULA par arrêté préfectoral en date du 08/06/2017 (en lieu et place du syndicat mixte du SCoT du Pays du Ternois) pour lui confier des missions d'assistance technique et d'expertise notamment à travers l'élaboration, le suivi et l'évaluation d'un SCoT. Dans ce cadre, la délibération du conseil syndical en date du 1er avril 2022 a validé les modalités de la convention entre le PETR Ternois 7 Vallées et l'AULA à travers l'élaboration du Programme Partenarial d'activité 2022 de l'Agence.

Pour engager le processus d'élaboration du SCoT Ternois-7vallées, le Syndicat Mixte compte mobiliser l'expertise de l'AULA tout au long de la procédure. Il convient donc de définir et de préciser par voie de convention les modalités techniques et financière de ce partenariat spécifique pour la période 2022-2025. Dans le cadre de l'article 3, les actions prévisionnelles sont précisées par année.

Pour préciser les éléments calendaires proposés, l'année 2022 sera consacrée aux différents diagnostics du SCoT (dont l'analyse de la consommation foncière) et à la construction des premières orientations stratégiques. 2023 sera quant à elle orientée vers la construction et la finalisation du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS). En 2024, l'objectif sera de finaliser le Document d'Orientation et D'objectif (DOO), le Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC) et les schémas de secteurs. L'arrêt projet est visé au 3ème/ 4ème trimestre 2024. Enfin, 2025 sera dédié aux consultations officielles et à l'enquête publique. L'approbation est visée au plus tard au 1er trimestre 2026 pour permettre d'être en adéquation avec la mise en conformité des SCoT imposé par la loi Climat et résilience d'ici aout 2026.

La convention précise également les engagements respectifs des 2 parties, les modalités d'évaluation et de contrôle du PETR aux travaux engagés et terminés, le statut juridique des études et documents produits dans le SCoT ainsi que le cadre de mise à disposition des données. Chaque année, une convention annuelle de partenariat précisera les travaux à engager et le planning prévisionnel correspondant.

Une note dite « non contractuelle » est jointe en annexe de la délibération pour préciser l'organisation du projet, le détail et la répartition des différentes missions nécessaires à la révision et l'élaboration du SCoT. La gestion quotidienne portée par les 2 communautés de communes est détaillée. Dans ce cadre également, les instances de co-construction techniques et politiques ont été retravaillées, et notamment à travers les commissions qui se réuniront à chaque phase du SCoT. Au nombre de 4, elles seront organisées de la manière suivante :

Commission 1 : Développement économique et attractivité territoriale

Thématiques du SCoT qui seront traitées (8) : activités et entreprises / urbanisme commercial / emploi et insertion / formation et éducation / économie sociale et solidaire / transition numérique / santé / tourisme

Commission 2 : Transition écologique & énergétique

Thématiques du SCoT qui seront traitées (7) : Lutte contre le changement climatique / énergie / risques, pollutions et nuisances / trame verte et bleue – biodiversité / ressource naturelle / ressource en eau / économie circulaire – gestion des déchets

Commission 3 : Aménagement du territoire et perspectives :

Thématiques du SCoT qui seront traitées (7) : armature territoriale / inter-territorialité / consommation foncière et trajectoire ZAN / transport et mobilité durable / habitat / démographie / agriculture et alimentation durable

Commission 4 : Cadre de vie

Thématiques du SCoT qui seront traitées (7) : patrimoine bâti et culturel / paysage / culture / sport / loisirs / identité rurale / équipements et services à la population.

Pour mettre en œuvre ce partenariat, le PETR attribuera à l'AULA une subvention de 448 250€ sur la durée de la convention, soit un montant annuel de 112 062 €.

Il est proposé au Comité Syndical de délibérer afin :

- D'approuver la convention pluriannuelle de partenariat 2022-2025 entre le Syndicat Mixte et l'AULA pour l'élaboration du SCoT Ternois-7vallées et la participation financière pluriannuelle correspondante.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

- D'approuver la convention pluriannuelle de partenariat 2022-2025 entre le Syndicat Mixte et l'AULA pour l'élaboration du SCoT Ternois-7vallées et la participation financière pluriannuelle correspondante.

2) Délibération portant sur l'adoption de la convention annuelle de partenariat avec l'Agence d'Urbanisme de l'Artois (AULA) pour l'élaboration du SCoT Ternois-7vallées et préciser les travaux projetés à engager sur l'exercice 2022

Monsieur le Président rappelle aux membres du comité syndical la délibération du 24 juin 2021 prescrivant l'élaboration du SCoT sur le périmètre Ternois 7 vallées et entérinant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation publique

Pour rappel, l'Agence d'AULA est un centre pluridisciplinaire de ressources, d'études, de recherches, de conseil et de formation qui a pour vocation d'intervenir dans les domaines suivants : Planification, aménagement du territoire, transport et mobilité, développement économique et sociale, environnement, tourisme et loisirs, culture et santé.

Pour accompagner le PETR Ternois-7vallées dans ces travaux, le Syndicat Mixte est membre adhérent de l'AULA par arrêté préfectoral en date du 08/06/2017 (en lieu et place du syndicat mixte du SCoT du Pays du Ternois) pour lui confier des missions d'assistance technique et d'expertise notamment à travers l'élaboration, le suivi et l'évaluation d'un SCoT. Dans ce cadre, la délibération du conseil syndical en date du 1er avril 2022 a validé les modalités de la convention entre le PETR Ternois 7 Vallées et l'AULA à travers l'élaboration du Programme Partenarial d'activité 2022 de l'Agence.

Pour engager le processus d'élaboration du SCoT Ternois-7vallées, le Syndicat Mixte compte mobiliser l'expertise de l'AULA tout au long de la procédure. Il convient donc de définir et de préciser par voie de convention les modalités techniques et financière de ce partenariat spécifique pour la période 2022. Il est entendu que son applicable à la présente convention l'ensemble des dispositions de la convention pluriannuelle de partenariat 2022-2025. Dans le cadre de l'article 2, les modalités d'application technique sont précisées, notamment sur les questions d'enjeux d'évaluation du SCoT du Ternois (finalisées et présentés lors du Conseil Syndical du 1er avril 2022), de recensement de données ou d'actions prévues par l'agence.

A ce titre, la contribution financière du PETR s'élève à 112 062 € pour l'année 2022.

Une convention de partenariat au titre de la période 2022 est proposée à cet effet entre l'AULA et le Syndicat Mixte PETR Ternois-7vallées, dont le projet est ci-annexé.

Il est proposé au Comité Syndical de délibérer afin :

- D'approuver la convention pluriannuelle de partenariat 2022 entre le Syndicat Mixte et l'AULA pour l'élaboration du SCoT Ternois-7vallées et la participation financière annuelle correspondante

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

D'approuver la convention annuelle de partenariat 2022 entre le Syndicat Mixte et l'AULA pour l'élaboration du SCoT Ternois-7vallées et la participation financière annuelle correspondante.

Avant de voter la prochaine délibération, Monsieur Bachelet invite les membres à se positionner sur les différentes commissions thématiques évoquées précédemment. Chaque commission est présidée par un élu référent. Après inscription des membres du comité volontaires pour faire partie de ces commissions, il est proposé de faire un appel aux élus de chaque territoire pour les compléter. (Cf. liste des commissions en annexe).

Monsieur Maillard souhaite ajouter que la communauté de communes des 7 Vallées a déjà procédé à cet appel à candidature lors de leur dernier conseil communautaire et que certains élus hors membres du comité syndical s'étaient déjà positionnés.

3) Délibération portant sur l'approbation du dossier de déclaration de projet INGREDIA et mise en compatibilité du SCoT suite à l'enquête publique

Monsieur Bachelet introduit le propos en indiquant que la procédure de déclaration de projet est finalisée après plusieurs étapes qu'il invite Monsieur Julien Fournez à exposer aux membres présents afin de pouvoir valider cette mise en compatibilité du SCoT.

Monsieur Fournez rappelle que l'entreprise INGREDIA a sollicité le PETR concernant deux problématiques : un accroissement d'activités et une nécessaire mise aux normes de son processus de production d'où le besoin d'agrandir son site actuel.

Le 28/01/2021, le comité syndical a validé la prescription d'une déclaration de projet sur l'intérêt général relatif au développement de l'entreprise INGREDIA à l'est de la zone d'activités économiques nord de la commune de Saint Pol sur Ternoise portant mise en compatibilité du SCoT car le projet a été évalué à 10 hectares de surface sur un seul tenant. Les règles du DOO prescrivant une extension de 5 hectares maximum pour l'extension de la partie est de la ZA concernée, il fallait procéder à cette mise en compatibilité du SCoT.

A noter que ce projet s'est retrouvé au même moment dans le contexte d'approbation du PLU de Saint Pol sur Ternoise avec lequel il fallait être en phase. Le code de l'urbanisme et notamment l'article L-306 nécessitait une déclaration de projet et une enquête publique pour déterminer l'intérêt général du projet. La procédure s'est poursuivie aussi avec une réunion de concertation préalable notamment avec les services de l'Etat dans un contexte de négociation puisque ces derniers étaient d'accord mais le compte foncier global relatif à l'économie pour le SCoT ne devait pas s'accroître et rester stable dans le temps. Il était évalué à 51 hectares et ils ne souhaitaient pas que ce projet soit l'occasion de rehausser ce niveau. C'est pourquoi il a été décidé une réévaluation du PLU de Frévent pour céder une partie de ces terrains à vocation économique pour les rebasculer en terrain naturel.

L'enquête publique d'un mois s'est déroulée du 11/04/2022 au 11/05/2022. Le commissaire enquêteur a tenu 4 permanences de 3 heures sans aucune visite ni remarques soulevées. Les règles de publicité ont été respectées et l'évaluation environnementale a été réalisée.

La mise en compatibilité du SCoT a donc été réalisée dans le cadre du DOO (modifié en page 24), la règle des 5 hectares a été supprimé mais le compte foncier reste à 51 hectares sur 15 ans sur une totalité de 142 hectares avec des besoins en matière de logements et de voirie.

Le commissaire enquêteur a rendu ses conclusions le 13/06/2022 et a indiqué que les avantages du projet justifiaient la consommation foncière de 10 hectares supplémentaires. Les impacts environnementaux, financiers, de consommation de terre ont été jugés moins handicapants que l'intérêt du projet, une trentaine d'emplois sont notamment espérés suite à cette extension. De plus, sur les 10 hectares, une majorité des terrains appartenait déjà à l'entreprise INGREDIA. Le commissaire enquêteur a donc conclu à un avis favorable.

Avant de passer au vote de la délibération, Monsieur Fourniez tient à préciser que ce projet ne concerne pas que le SCoT du Pays du Ternois mais entre dans le cadre de la trajectoire du Zéro Artificialisation Nette (ZAN), le décompte foncier a démarré depuis août 2021 et donc ce projet économique aura un impact sur la trajectoire à déterminer. Tout projet d'importance est en effet à intégrer dans ce nouveau calcul.

Monsieur Bachelet souhaite d'ailleurs interpeller les élus régionaux sur cette trajectoire ZAN qui sera un enjeu majeur pour les années à venir.

Monsieur Demoncheaux ajoute à cela qu'au-delà des élus, c'est un enjeu important pour tous (entreprises, particuliers...)

Madame Bogaert indique qu'il faut rappeler que le ZAN est une trajectoire à 2050 et qu'il faut aussi prendre en compte les enjeux écologiques et la problématique du réchauffement climatique. Il faut peut-être amener dans le travail sur le SCoT une nouvelle manière de penser notamment au travers des stratégies de compensation possible. C'est une nouvelle approche qui va obliger les territoires à réfléchir au « je consomme » et au « je compense » pour prendre en compte les enjeux écosystémiques.

Monsieur Demoncheaux ajoute que les territoires du Ternois et des 7 Vallées sont près du littoral et qu'ils sont aussi concernés par la problématique du recul du trait de côte.

David Maillard ajoute que sur nos territoires, il existe aussi des nombreuses zones non constructibles du fait de la présence de PPRI, zones humides, zones naturelles non constructibles qui doivent être prises en compte dans les négociations. Il signale que la conférence des SCoT se réunit en cette période (la prochaine rencontre aura lieu le 21/06/2022) et travaille sur ces sujets. Elle réunit tous les territoires SCoT de la Région et les territoires attendent des réponses sur ce qui sera dans le compte national, le compte régional et les comptes locaux. Pour l'instant, il n'y a aucune visibilité ce qui rend difficile la poursuite du travail de la conférence des SCoT.

Madame Bogaert ajoute que la Région doit réviser aussi son schéma régional et qu'il paraît peu probable d'avoir des réponses avant la fin d'année sur cette question.

Monsieur Demoncheaux souhaite que soit clarifié la question du traitement des friches industrielles entre la demande de les réexploiter et les nombreuses contraintes liées à la prise en compte des normes environnementales qui viennent étouffer les porteurs de projet.

Madame Bogaert répond que la marche de manœuvre sur la négociation sera plus sur ce sujet plutôt que de revenir sur le ZAN.

Monsieur Bachelet ajoute qu'il faudra être vigilant à l'échelle régionale par rapport à la proposition de décompte supplémentaire pour les ruraux et de se défendre par rapport à l'extension des zones plus urbaines qui ont des quotas plus élevés et qui souhaiteront garder leur compte d'extension. Il y a en effet un consensus pour ne pas pénaliser les zones rurales.

Monsieur Melin tient à exprimer qu'il est sceptique quant aux engagements gouvernementaux à des horizons comme 2050 et que la France a pour coutume de passer d'un extrême à l'autre, d'une artificialisation à outrance à la zéro artificialisation nette. Il y aura donc forcément des compromis faits sur le sujet.

Monsieur Lacoste souhaite indiquer qu'il faudra aussi être vigilant sur les zones qui ont été préservées telles la ZAC d'Auxi le Château qui, aujourd'hui, est très peu utilisée. Il ne s'agirait pas que l'on vienne amputer cette zone pour l'attribuer à d'autres territoires.

Monsieur Bachelet répond que c'est l'un des grands enjeux des négociations à venir car ces zones sont pour l'instant prises en compte dans les décomptes fonciers. Monsieur Perin indique que le phénomène de zones commerciales vides commence aussi à émerger.

Après ces débats, Monsieur le Président demande aux membres de procéder au vote de la délibération suivante :

Vu La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au Renouveau Urbain ;
Vu La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi Grenelle II

Vu La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 dite « loi pour l'Accès au Logement et en urbanisme Rénové » (ALUR) ;

Vu Le code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu Le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.143-44 et L.143-50 ;

Vu Le code de l'environnement et notamment l'article L126.1 ;

Vu La délibération du Syndicat Mixte du SCOT du Pays du Ternois en date du 7 avril 2016 approuvant le SCOT du Pays du Ternois ;

Vu L'arrêté préfectoral du 8 juin 2017 portant transformation du Syndicat Mixte du SCOT du Pays du Ternois en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Ternois-7vallées ainsi que les arrêtés modificatifs correspondants ;

Vu la délibération du Syndicat Mixte PETR Ternois en date du 28 janvier 2021 prescrivant la procédure de déclaration de projet sur l'intérêt général relatif au développement de l'entreprise INGREDIA à l'est de la zone d'activité économique Nord de la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise emportant mise en compatibilité du SCOT du pays du Ternois ;

Vu la délibération de la communauté de Communes du Ternois en date du 24 mars 2022 portant approbation du PLU de la Ville de Saint-Pol-sur-Ternoise

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint qui s'est tenue le 4 mars 2022, qui détaille les avis émis par les personnes publiques associées (présentes à la réunion ou par courrier) ;

Vu l'arrêté du Syndicat Mixte PETR en date du 22 mars 2022 mettant à l'enquête publique le dossier complet de déclaration de projet ;

Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du 8 février 2022 ;

Vu l'avis de la commission départementale de la consommation des espaces agricoles du 15 février 2022 ;

Vu l'avis du Syndicat Mixte du SCOT de l'Arrageois (SCOTA) du 04 mars 2022 ;

Vu l'avis du Syndicat Mixte Canche et Authie (SYMCEA) du 18 mars 2022 ;

Vu l'avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) du 18 mars 2022 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental du Pas-de-Calais ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 23 mai 2022 ;

Vu le mémoire du Syndicat Mixte PETR en réponse au Procès-Verbal de synthèse à la suite de l'enquête publique en date du 03 juin 2022.

CONSIDERANT QUE le projet revêt un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général en ce qu'il permet le développement d'un pôle agro-alimentaire d'intérêt régional ;

CONSIDERANT QUE le dossier de mise en compatibilité du SCOT a fait l'objet de modifications pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, conformément aux prescriptions du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT QUE le dossier de mise en compatibilité du SCOT, tel que présenté au comité syndical est prêt à être approuvé,

CONSIDERANT QU'IL est composé des pièces suivantes :

- La notice justifiant l'intérêt général du projet,
- La notice de mise en compatibilité,
- L'évaluation environnementale,
- Le résumé non technique,
- Le DOO du SCOT modifié.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

- D'approuver les modifications apportées au dossier de déclaration projet et de mise en compatibilité du SCOT,
- D'adopter la déclaration de projet n°1 telle qu'elle est annexée à la présente délibération.

Conformément à l'article L.153-58 du code de l'urbanisme, la déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du SCOT du Pays du Ternois.

- Autorise M. le Président à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.
- Indique que le dossier de déclaration de projet est tenu à la disposition du public au siège du PETR aux jours et heures d'ouverture habituels.
- Conformément aux articles R.143-14 et R.143-15 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural et en mairie de Saint-Pol-sur-Ternoise durant un mois et d'une mention dans au moins un journal diffusé dans le département.

La présente délibération, accompagnée du dossier complet de déclaration de projet, sera notifiée :

- Au président de la Communauté de Communes du Ternois,
 - A Monsieur le Préfet de Région, Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais, madame la Préfète de la somme et Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-Mer,
 - Aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
 - Aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et de la Chambre d'Agriculture,
 - Aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale limitrophes.
- En outre, la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs.

4) Délibération modificative n°1 des délibérations n°2022/12 et 2022/13 du 01/04/2022 portant sur la modification de l'article 8 des statuts du PETR Ternois 7 Vallées portant sur les modalités de fonctionnement du Conseil de développement Territorial

Monsieur le Président rappelle que les modalités de fonctionnement du Conseil de Développement sont inscrites dans l'article 8 des statuts du PETR ternois 7 Vallées. Cet article a été modifié par délibération du comité syndical le 1er avril 2022.

Cependant cette délibération est contradictoire avec l'article L.5741-1 IV du Code général des collectivités territoriale (CGCT). En effet, il avait été proposé que l'article 8 renvoie aux statuts nouvellement créés du Conseil de Développement Ternois 7 Vallées. Or le CGCT précise que :

« Les modalités de fonctionnement du conseil de développement doivent être déterminées par les statuts du pôle d'équilibre territorial et rural. »

Les statuts du PETR ne peuvent donc pas confier au comité syndical le soin d'élaborer un document spécifique fixant les modalités de fonctionnement du conseil de développement.

Par conséquent il est proposé de modifier l'article 8 des statuts du PETR de la manière suivante :

Article 8 : Les modalités de fonctionnement du Conseil de Développement Territorial

1) Missions du conseil de développement

Art. L. 5741-1. -IV. — Un conseil de développement [...] est consulté sur les principales orientations du comité syndical du pôle et peut donner son avis ou être consulté sur toute question d'intérêt territorial. Le rapport annuel d'activité établi par le conseil de développement fait l'objet d'un débat devant le conseil syndical du pôle d'équilibre territorial et rural.

Le conseil de développement est consulté lors de l'élaboration, la modification et la révision du projet de territoire porté par le pôle d'équilibre territorial et rural.

Le conseil de développement est consulté sur les principales orientations du PETR.

Le conseil de développement peut donner son avis ou être consulté sur toute question d'intérêt territorial.

2) Composition du conseil de développement

Art. L. 5741-1. -IV. — Un conseil de développement territorial réunit les représentants des acteurs économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques et associatifs du pôle d'équilibre territorial et rural.

Comme prévu par la loi et afin de s'adapter au mieux au contexte local et conjoncturel, la composition du conseil de développement est définie par un cadre souple.

Le nombre de membres sera d'au moins 10 conseillers et ne pourra pas excéder 20 conseillers.

Les conseillers doivent habiter sur le territoire de la Communauté de Communes du Ternois ou des 7 Vallées.

Les membres doivent être répartis de façon à assurer une équité territoriale.

La composition peut évoluer dans le temps si le contexte l'impose dans le respect du nombre minimum (10) et du nombre maximum (20).

Les conseillers communautaires ou métropolitains ne peuvent pas être membres du conseil de développement.

3) Modalités de désignation des membres

Les membres du conseil de développement seront désignés par les présidents des communautés de communes du Ternois et des 7 Vallées ainsi que par le président du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural.

Pour les prochains exercices, le conseil de développement sera associé à l'élaboration des propositions de renouvellement de la composition.

Cette modalité de désignation permettra de s'assurer que les membres du Conseil de développement travaillent en bonne intelligence avec les trois présidents.

4) Election du président du conseil de développement

L'assemblée plénière du conseil de développement élit parmi ses membres un président à la majorité absolue des suffrages exprimés.

5) Rôle du président du conseil de développement

Le président du Conseil de développement convoque et préside l'Assemblée plénière du Conseil de développement. Il définit les ordres du jour ainsi que les lieux de réunion. Il peut inviter toutes personnes concernées, d'une manière ou d'une autre, par un point de l'ordre du jour. Il peut également inviter ponctuellement des représentants d'organismes et partenaires divers qui interviennent sur le territoire, ainsi que des experts extérieurs.

6) Durée du mandat

La durée du mandat des membres du Conseil de développement est de 3 ans, renouvelable sous réserve de la participation effective aux travaux de consultation.

7) Les modalités de fonctionnement

Le territoire de projet détermine les moyens alloués au conseil de développement. Même si les membres sont bénévoles, des moyens financiers et matériels sont indispensables pour assurer le bon fonctionnement du conseil de développement.

Ces moyens nécessaires au fonctionnement du conseil de développement sont mis en place chaque année par le PETR Ternois 7 Vallées à la suite de la présentation de son programme de travail par le président.

Dans l'exercice de sa mission, le conseil de développement bénéficie du secrétariat du PETR pour l'envoi des convocations aux réunions, la reprographie, la diffusion de documents et un soutien logistique.

Il est proposé au Comité Syndical de délibérer afin :

- D'annuler les délibérations n°2022/12 et n°2022/13 du 1er avril 2022 ;
- D'approuver la modification des statuts du PETR Ternois 7 Vallées telle que présentée ci-avant ;
- D'autoriser le Président à accomplir l'ensemble des formalités utiles afférentes à la bonne exécution de ce dossier.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

- D'annuler les délibérations n°2022/12 et n°2022/13 du 1er avril 2022 ;
- D'approuver la modification des statuts du PETR Ternois 7 Vallées telle que présentée ci-avant ;
- D'autoriser le Président à accomplir l'ensemble des formalités utiles afférentes à la bonne exécution de ce dossier.

5) Point d'information sur la réorganisation du PETR

Monsieur Bachelet souhaite ensuite faire un point sur la nouvelle organisation du PETR.

« Une page se tourne sur le fonctionnement du PETR. Les phases d'études s'achèvent pour le Plan Climat généralement appelé PCAET. Toute une série d'actions avaient été validées par vous-même à mener à l'échelle des 7 Vallées et du Ternois dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, des circuits courts, d'érosion, d'aménagement et de partenariat avec le monde de l'agriculture (production, transformation, dans le domaine des énergies (solaire, méthanisation, éolien...), de la mobilité (étude en cours), de l'habitat (nous avons été retenu pour un guichet unique de l'habitat), les matériaux bio sourcés qui, demain, seront utilisés obligatoirement dans le neuf et la rénovation, les OPAH, le volet économique, le partenariat mis en place avec la Région et la stratégie ReV3, le tourisme (nous étions à l'origine du contrat de rayonnement touristique), les contrats de ruralité, l'espace info énergie, le conseiller en énergie partagé...

Début d'année, Jérôme Decoupigny, chef de projet PETR et Timothée Ternon, chargé de mission Mobilité ont mis fin à leur mission. Après échange avec les 2 Présidents et les 2 DGS, ceux-ci n'ont pas souhaité les remplacer et modifier la mission de Maxence Rojo qui coordonnerait l'ensemble des actions en partenariat avec les intercommunalités qui nous mettraient à disposition des agents sur ces missions. Leur volonté affichée était que les actions seraient menées par chaque territoire et non plus par le PETR, notre mission s'arrêtant là.

Face à ce constat, Maxence Rojo n'a pas souhaité poursuivre sa mission (il arrivait au bout de son contrat de 3 ans) ainsi qu'Agathe Schall récemment recrutée sur le volet Agriculture et Alimentation Durable.

A ce jour, les intercommunalités reprennent la main sur les suivis des études en cours et les plans d'actions qui pourraient être mis en place, à savoir le PAT, l'étude mobilité, le cadastre solaire, ClimAgri.

Aucun recrutement au niveau PETR ne sera fait pour le moment.

Reste le gros dossier du SCoT qui va nous mobiliser jusque 2026 avec l'AULA, les 2 responsables SCoT Julien Fourniez et David Maillard, les 2 DGS, les 2 Présidents, les 2 Vice-Présidents François Douay et Didier Hochart et les 4 commissions sur lesquelles on vous a demandé de vous inscrire ainsi que les suppléants.

Voilà en quelques mots les dernières orientations et un raccourci rapide de plusieurs années de travail. Place maintenant aux intercommunalités pour mener à leur rythme les réflexions et les orientations. »

Il tient à remercier les membres de tout le travail effectué ensemble et exprime qu'il tourne la page difficilement. Il souhaite voir en septembre s'il continuera la Présidence.

Monsieur Demoncheaux répond qu'il est surpris de ce discours très pessimiste et indique que la gouvernance précédente des 7 Vallées n'assistait quasiment jamais aux travaux du PETR alors qu'ils répondent présents quasiment toujours aux invitations du PETR et que les territoires essaient de travailler ensemble.

Le problème qui n'est pas forcément propre au PETR c'est d'avoir voulu faire grandir les territoires, les doubler en pensant qu'on allait régler des problèmes mais on a multiplié des difficultés parce que ce n'est déjà pas évident sur son propre territoire mais quand on doit avoir l'avis et l'accord des autres et se mettre d'accord, les décisions sont beaucoup plus compliquées à valider et le travail a dû mal à avancer. Le PETR est aujourd'hui un espace de dialogue, d'échanges et porteur du SCoT et la réflexion a été de dire que l'entente des équipes de chaque intercommunalité étant bonne, pourquoi ne pas travailler avec nos techniciens sur des sujets tels que la mobilité, l'aménagement du territoire, le PAT... et mettre ce travail en commun. Mais rien n'est définitif. Pour l'instant, la concentration doit se faire sur le travail du SCoT qui est un enjeu majeur pour nos territoires.

Madame Gaillard indique que le PETR a pour but aussi de rassembler des territoires pour émarger à des subventions et être plus fort et avoir plus de poids dans certains domaines. On souhaite que le PETR continue de vivre mais un PETR sans agents ne pourra pas fonctionner correctement. Les missions qui lui

sont allouées ne pourront plus être menées à bien, le Président ne pouvant se soustraire à une équipe d'agents. De plus, les décisions prises ne le sont pas dans le bureau syndical mais dans les bureaux de chaque intercommunalité. Vu les nombreuses missions du PETR, la charge de Président sans lui donner d'équipe n'est pas réalisable.

Monsieur Demoncheaux répond que les décisions sont toujours prises en concertation avec les Présidents et que les agents sont partis d'eux-mêmes.

Monsieur Bachelet ajoute qu'à ce jour il est nécessaire d'acter le fléchage des agents sur les missions car aucune réponse claire ne peut être faite aux différents cabinets d'études partenaires. Il aurait fallu avoir au moins un animateur au niveau du PETR, les intercommunalités ont jugé que ce n'était pas utile. Le rôle du Président n'est néanmoins pas de jouer ce rôle qui paraît indispensable. Les choix faits devront être assumés.

Monsieur Melin tient à ajouter que même si des difficultés sont rencontrées, il faut être vigilant à garder le personnel qui est compétent en proposant des pistes d'amélioration. Ce n'est la faute d'aucun territoire mais un état de fait.

Monsieur Bachelet clôt le débat.

QUESTIONS DIVERSES

Aucune remarque n'est soulevée par les membres du Comité Syndical.

Monsieur BACHELET remercie les membres et clôt la séance.

La séance est levée à 16h30.